



---

**Etablissement Français du Sang Bretagne**

Rue Pierre-Jean Gineste – CS 41146 – 35011 Rennes cedex

**ENLEVEMENT, TRANSPORT ET ELIMINATION DES DECHETS  
D'ACTIVITES DE SOINS A RISQUES INFECTIEUX ET  
ASSIMILES DE L'EFS BRETAGNE**

**APPEL D'OFFRES OUVERT**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**DATE ET HEURE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :**

**12/11/2025 A 17h00**

**(Heure de Paris)**

**DELAI DE VALIDITE DES OFFRES : 6 mois**

**IMPORTANT**

Le dépôt dématérialisé des candidatures et des offres est imposé. Toutefois, la signature électronique des documents n'est pas requise au stade du dépôt de l'offre.

Les offres qui ne respectent pas la date et l'heure limite de réception des offres ne seront pas analysées.

---

**Référence de la consultation / TBA : EFS2025 – BRET870**

## SOMMAIRE

<b>1. INFORMATIONS PRINCIPALES SUR LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
1.1. Identification du Pouvoir Adjudicateur	3
1.2. Objet de la consultation et description succincte	3
1.3 Lieux d'exécution/de livraison	3
1.3. Allotissement	4
1.4. Procédure de passation du marché public	4
1.5. Forme du marché public	5
1.6. Durée du marché public et délais d'exécution	6
1.7. Présentation des candidatures et des offres	6
1.8. Modalités d'analyse des candidatures et des offres	9
1.10 Documents à fournir par le soumissionnaire retenu	11
<b>2. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LA CONSULTATION</b>	<b>12</b>
2.1 Contenu et modifications du dossier de consultation des entreprises	12
2.1 Visite des sites avant la remise de l'offre	13
<b>3. INFORMATION ADMINISTRATIVES GENERALES</b>	<b>14</b>
3.1 Modalités essentielles de financement et de paiement	14
3.2 Conditions de remise des plis dématérialisés	15
3.3 Confidentialité du candidat	17
3.4 Confidentialité de l'EFS et respect du Règlement Général sur la Protection des données (RGPD)	18

## 1. INFORMATIONS PRINCIPALES SUR LA CONSULTATION

Commenté [BPC1]: Revoir présentation.

### 1.1. Identification du Pouvoir Adjudicateur

La présente consultation est passée par : L'Etablissement Français du Sang – Bretagne, rue Pierre-Jean Gineste – CS 41146 – 35011 Rennes cedex.

Elle constitue un marché dans le cadre duquel l'Etablissement Bretagne émet seul des bons de commande.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur est le Directeur de l'Etablissement Français du Sang - Bretagne.

### 1.2. Objet de la consultation et description succincte

Le présent marché a pour objet l'enlèvement, le transport et l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (DASRIA) ainsi que la remise des éléments de traçabilité, selon les spécifications du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du présent marché pour l'ensemble des sites de l'EFS Bretagne (cf. annexe 1 du CCTP).

Les déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (DASRIA) sont les déchets issus des salles de prélèvements et de préparation ou des différents laboratoires, éliminés dans des fûts ou des emballages combinés, conformes à la réglementation en vigueur concernant le stockage et le transport des déchets à risques infectieux.

Ces déchets, solides ou liquides, présentent un risque infectieux par le fait qu'ils contiennent des micro-organismes viables ou leurs toxines, dont on sait ou dont on a de bonnes raisons de croire qu'en raison de leur nature, de leur quantité ou de leur métabolisme, ils causent la maladie chez l'homme ou chez d'autres organismes vivants, ou qui, en l'absence de risque infectieux, relèvent d'une des catégories suivantes :

- matériel et matériaux piquants ou coupants destinés à l'abandon, qu'ils aient été ou non en contact avec un produit biologique ;
- produits sanguins incomplètement utilisés ou arrivés à péremption ;

Sont exclus des prestations objets du présent marché public :

- les déchets radioactifs ;
- les solvants chimiques et/ou toxiques ;
- les déchets ménagers et assimilés.

### 1.3 Lieux d'exécution/de livraison

Les lieux d'exécution sont les suivants selon le lot concerné :

- Lot 01 :

- Site de Rennes : EFS RENNES, Rue Pierre-Jean Gineste, CS 41146, 35011 Rennes cedex

- Lot 02 :

- Site de Saint Brieuc : EFS SAINT-BRIEUC, Centre Hospitalier Yves Le Foll, 10 rue Marcel Proust, CS 72115, 22021 ST BRIEUC Cedex.

- Lot 03 :

- Site de Brest MORVAN : 46 rue Félix Le Dantec, BP 62025, 29220 Brest Cedex 2.
- Site de Brest CAVALE : Etablissement Français du Sang – CHRU, BOULEVARD TANGUY PRIGENT, 29200 BREST.
- Site de Quimper : EFS QUIMPER, Centre Hospitalier de Cornouaille, Rue Emile Zola, 29000 QUIMPER.

- Lot 04 :

- Site de Vannes : EFS VANNES, Centre Hospitalier de Bretagne Atlantique, 20 Bd Général 56017 Vannes.
- Site de Lorient SCORFF : EFS LORIENT, Centre Hospitalier Bretagne Sud, 5 Avenue de Choiseul - BP 12233, 56322 LORIENT Cedex.
- Site de Lorient KERYADO : Maison du Don Lorient, 112 rue Colonel Muller, 56100 Lorient.

Les lieux d'exécution des prestations sont susceptibles d'évoluer au cours du marché.

### **1.3. Allotissement**

La présente consultation est allotie en 4 lots, chaque lot donnant lieu à un marché public, conformément aux dispositions des articles L.2113-10 et R.2113-1 à R.2113-3 du Code de la commande publique.

Le marché public est composé de 4 lots définis comme suit :

Lot 1 : Enlèvement, transport et élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux pour le département de l'Ille et Vilaine (Site de Rennes)

Lot 2 : Enlèvement, transport et élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux pour le département des Côtes d'Armor (Site de Saint-Brieuc)

Lot 3 : Enlèvement, transport et élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux pour le département du Finistère (Sites de Brest – Cavale et Morvan et Quimper)

Lot 4 : Enlèvement, transport et élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux pour le département du Morbihan (Sites de Vannes et Lorient – Scorff et Keryado)

Les opérateurs économiques peuvent présenter des offres pour un ou plusieurs lots.

### **1.4. Procédure de passation du marché public**

La consultation est engagée sous la forme de l'appel d'offres ouvert, conformément à l'article L.2124-2 ainsi qu'aux articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 et R.2161-4 du code de la commande publique.

### **1.5. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fournitures complémentaires**

Le marché public pourra faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fourniture complémentaires en application et dans les conditions de l'article R.2122-4 du Code de la commande publique.

### **1.6. Forme du marché public**

Le marché public issu de la présente consultation constitue un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande, conformément à l'article L.2125-1 1° ainsi qu'aux articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Cet accord-cadre est mono-attributaire.

Selon l'article R.2162-4 du code de la commande publique, l'accord cadre est conclu sans montant minimum mais avec un maximum de commandes de :

<b>Lots</b>	<b>Description</b>	<b>Maximum (En euros HT sur toute la durée du marché)</b>
<b>1</b>	Enlèvement, transport et élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux pour le département de l'Ille et Vilaine (Site de Rennes)	<b>260 000 €</b>
<b>2</b>	Enlèvement, transport et élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux pour le département des Côtes d'Armor (Site de Saint-Brieuc)	<b>60 000 €</b>
<b>3</b>	Enlèvement, transport et élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux pour le département du Finistère (Sites de Brest et Quimper)	<b>175 000 €</b>
<b>4</b>	Enlèvement, transport et élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux pour le département du Morbihan (Sites de Vannes et Lorient)	<b>120 000 €</b>

Et ceci sur toute la durée du marché reconductions comprises (article R.2162-4 3° du code de la commande publique).

Les prestations sont traitées à prix unitaires.

Le titulaire a la possibilité de chiffrer les prestations soit au kg (prix unitaire au kg en € HT) ou à l'emballage (Prix unitaire à l'emballage en € HT (inclus la pesée des DASRI). Il doit choisir un seul mode de facturation.

### **1.7. Durée du marché public et délais d'exécution**

Le marché public prendra effet le 01 janvier 2026 ou à compter de sa date de notification si cette dernière est postérieure au Titulaire pour une durée de 12 mois.

Il est reconductible tacitement 3 fois par période de 12 mois, pour une durée maximum de 4 ans. Le Titulaire ne peut refuser la reconduction du contrat.

Le cas échéant, le RPA informe par écrit le Titulaire, dans les deux mois avant l'échéance de la période en cours, de son intention de ne pas reconduire le marché public.

Il est précisé qu'un bon de commande au-delà de la durée du marché (après sa date de fin) dans un délai de 2 mois, si le bon de commande a été notifié avant la date de fin du contrat.

#### **1.7.1. Variantes**

Conformément à l'article R.2151-8 du code de la commande publique : La proposition de variantes n'est pas autorisée. L'offre des soumissionnaires doit respecter le CCAP et le CCTP dans son intégralité.

#### **1.7.2. Prestations supplémentaires éventuelles**

La présente consultation ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle.

### **1.8. Présentation des candidatures et des offres**

Les pièces de la candidature et de l'offre doivent être rédigées en français, ou traduites en langue française si elles émanent d'une autorité ou d'une entité étrangère.

Le candidat devra fournir les pièces détaillées ci-après dans 2 dossiers distincts, l'un portant sur la candidature, l'autre sur l'offre.

Dans l'hypothèse où le candidat soumissionne sur plusieurs lots, ce dernier présente un seul exemplaire des pièces de la candidature et scinde, lot par lot, les pièces de l'offre.

#### **1.8.1. Forme des candidatures**

Les opérateurs peuvent présenter des candidatures individuelles ou, conformément aux dispositions de l'article R.2142-19 du code de la commande publique, sous forme groupée.

Aucune forme de groupement n'est imposée ni au stade la présentation de la candidature et/ou de l'offre ni au stade de l'attribution du marché.

Par ailleurs, un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement dans le cadre du marché.

De plus, un même candidat ne peut agir à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements, ni être membre de plusieurs groupements.

#### 1.8.2. Modalité de remise des candidatures

Pour présenter ses capacités économiques, financières, techniques et professionnelles, le candidat est invité à fournir ces renseignements au travers du formulaire type DC2. Ce dernier est dûment rempli par le candidat. Il est complété par un ou des documents relatifs aux moyens et références du candidat ainsi qu'un ou des documents relatifs aux attestations et certification de la capacité professionnelle.

Par attestations et certification de la capacité professionnelle, il faut comprendre, soit des certificats de qualifications professionnelles (identifications ou certificats délivrés par des organismes professionnels) soit des certificats de qualité (certificat attribué par un organisme certificateur ou attestant de l'existence d'un manuel de qualité et de procédures, Norme de la série NF-EN-ISO 9001, 9002, 9003 ou équivalent).

Les formulaires DC1 et DC2 demandés ci-après sont disponibles sur le site Internet suivant : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le candidat peut, en lieu et place des documents DC1 et DC2, présenter sa candidature sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME), obligatoirement rédigé en français. Ce formulaire est à renseigner via l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/accueil/operateur-economique/creer>

*Dîtes le nous une fois !*: Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Le candidat doit simplement indiquer le numéro d'affaire pour lequel il a soumissionné, le lot, le cas échéant, ainsi que les pièces administratives concernées.

Si le candidat souhaite déclarer un sous-traitant, ce dernier doit fournir le DC4 <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Il doit par ailleurs fournir les pièces relatives aux capacités économiques, financières, techniques et professionnelles ci-après.

Enfin, le soumissionnaire peut également fournir, dès sa candidature, l'ensemble des pièces demandées à l'article 1.12 du présent Règlement de la Consultation. Ceci permettra à l'EFS d'accélérer la phase d'attribution du futur marché public.

#### 1.8.3. Pièces de la candidature et de l'offre

Chaque candidat qu'il soumissionne seul ou en étant membre d'un groupement, doit produire les pièces suivantes :

##### **Pour la candidature :**

**1- Le formulaire type DC1**, dûment rempli. Le cas échéant, en cas de groupement, il sera fourni un DC1 unique pour tous les membres dudit groupement.

**2- Le formulaire DC2**, dûment rempli qui présentera :

- **Concernant la capacité économique et financière :** Une déclaration concernant le chiffre d'affaires annuel global du candidat et le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du présent marché, sur les trois derniers exercices disponibles/ pour la dernière année, en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ; dans le cas où le candidat est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent.
- **Concernant la Capacité technique et professionnelle :** une présentation d'une liste des principales livraisons effectuées et/ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années/pour la dernière année (références professionnelles), indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Ces livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
- **Les agréments et arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploitation** pour les activités des sites de stockage, transit et traitement des déchets visés dans le présent marché public.
- **Les agréments et autorisations pour l'exercice de l'activité du négoce et de courtage** des déchets visés dans le présent marché public.
- **Les documents attestant de la conformité de l'installation de traitement** (arrêté préfectoral, agrément, etc.) et du mode de traitement de chacun des déchets ainsi que le récépissé de déclaration pour l'exercice du transport et de négoce ou de courtage de déchets ;
- **Les certificats d'agrément et fiches techniques** des contenants et véhicules proposés pour la collecte et le transport par la route des déchets dangereux visés par la présente consultation (conformité à la réglementation ADR) ;
- Si le candidat est en redressement judiciaire, il devra **fournir la copie du ou des jugements l'autorisant à poursuivre son activité ou devra prouver par tout moyen qu'il bénéficie d'un plan de redressement.**

### 3- Attestation sur l'honneur relative "aux sanctions russes"

### 4- L'attestation de visite facultative le cas échéant.

#### Pour l'offre :

- 1- **L'acte d'engagement** pré-rempli et si possible signé électroniquement ;
- 2- **Le RIB/IBAN** du compte sur lequel seront effectués les paiements et qui figurera à l'Acte d'Engagement ;
- 3- **L'annexe financière** à l'acte d'engagement (la DPGF et le BPU pour chacun des lots) ;
- 4- **La proposition technique comprenant notamment :**
  - **Le cadre de réponse technique complété ;**

- **Un plan de continuité d'activité** qui prévoit notamment l'organisation de l'exécution des prestations en cas d'absence quel que soit les raisons.

## **1.9. Modalités d'analyse des candidatures et des offres**

### **1.9.1. Examen des candidatures**

Avant de procéder à l'examen et à la sélection des candidatures, si l'EFS constate que des pièces visées à l'article susmentionné du présent règlement de la consultation sont manquantes ou incomplètes, il peut décider de demander aux candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai maximum de trois (3) jours ouvrés.

Les candidats doivent déposer leurs compléments de candidatures sur la plateforme PLACE.

Les candidatures sont ensuite examinées conformément aux dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

Les garanties professionnelles, techniques et financières des candidats sont contrôlées par l'EFS.

Les candidats en apportent la preuve par tout moyen, notamment par des attestations de clients précédents.

Conformément à l'article R.2144-3 du code de la commande publique, l'examen des candidatures pourra intervenir à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché public.

### **1.9.2. Jugement des offres**

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues aux articles R.2152-1 et suivants du code de la commande publique.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables au sens des articles L.2152-2 à L.2152-4 du Code de la commande publique sont éliminées. Toutefois, l'acheteur peut inviter les candidats à régulariser les offres irrégulières à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses, et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Après élimination des offres inappropriées, et irrégulières ou inacceptables, le marché est attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous, et de leur pondération.

Les candidats peuvent se voir attribuer un ou plusieurs lots selon l'application des critères d'analyse des offres.

Par ailleurs, les offres sont appréciées lot par lot, conformément à l'article L.2113-10 du code de la commande publique.

**Critères de notations communs à tous les lots :**

Critères d'attribution	Pondération
<p><b><u>1/ Prix des prestations :</u></b></p> <p>Le prix des prestations sera apprécié au regard du Devis Quantitatif Estimatif (DQE).</p>	<b>40%</b>
<p><b><u>2/ La valeur technique des prestations :</u></b></p> <p>La valeur technique sera appréciée au regard du Cadre de Réponse Technique remis par le candidat à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertinence et performance de l'organisation et des moyens mis en place pour assurer la réalisation de la prestation conformément aux exigences du CCTP (présentation de chaque étape de la réalisation des prestations et des moyens associés) : <b>25%</b></li> <li>• Présentation des documents de traçabilité de l'ensemble des prestations et éléments permettant de garantir l'obtention de ces documents (BSDASRI, documents permettant d'attester des quantités ou emballages incinérés, reportings mensuels et annuels, utilisation Track Déchets ...): <b>15%</b></li> <li>• Performance du Plan de Continuité d'Activité notamment en cas d'intempéries, de grève de son personnel... : <b>10%</b>.</li> </ul>	<b>50%</b>
<p><b><u>3/ La démarche environnementale et sociale : 10%</u></b></p> <p>La démarche environnementale et sociale sera appréciée au regard des sous – critères suivants :</p> <p>a/ La démarche environnementale et sociale sera appréciée au regard des politiques et engagements de l'entreprise mis en œuvre dans ces domaines pour l'exécution des prestations : <b>4%</b>,</p> <p>b/ Le transport éco responsable, respectueux de l'environnement (type de véhicule utilisé générant le moins de CO<sup>2</sup> - utilisation d'énergies non fossiles, suivi et programme de réduction de l'empreinte carbone du transport, formation à l'éco conduite des conducteurs ... .. ) : <b>4%</b>,</p> <p>c/ Performance en matière d'insertion professionnelle des publics en difficultés : insertion des personnes en situation</p>	<b>10%</b>

Critères d'attribution	Pondération
de handicap, personnes en difficultés d'insertion professionnelle.. : 2%.	

## 1.10 Documents à fournir par le soumissionnaire retenu

### 1.9.3. Attestations fiscales et sociales

Si le candidat est établi en France :

Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents ou informations suivants datant de moins de 6 mois :

- Un numéro unique d'identification (SIREN) permettant à l'acheteur d'accéder aux informations relatives à l'immatriculation de l'entreprise au RCS ou au répertoire des métiers via le site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/> ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Si le candidat est établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail.

### 1.9.4. Les certificats délivrés par les administrations et services compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations sociales et fiscales

L'attributaire doit fournir les documents, datant de moins de six (6) mois, attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contribution sociales) auprès de l'Urssaf et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public (la situation de l'entreprise est appréciée au dernier jour du mois qui précède la demande de l'EFS).

Pour respecter cette obligation, l'attributaire doit fournir :

- une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'Urssaf
- une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) et qui peut être obtenue :
  - en ligne via le compte fiscal (espace abonné professionnel) pour les entreprises qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés et assujetties à la TVA,
  - auprès du service des impôts via le formulaire n°3666 pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, notamment les entrepreneurs individuels (artisan, auto-entrepreneur, etc.)

Pour les candidats établis dans un autre Etat, il s'agit des attestations délivrées par les autorités compétentes du pays, et accompagnée d'une traduction en français.

Le défaut de réception de ces pièces et certificats, par l'EFS, dans le délai imparti, entraîne le rejet de l'offre du candidat. L'EFS présente alors la même demande au candidat suivant dans le classement des offres établi après application des critères de choix des offres.

1.9.5. La liste des salariés étrangers qu'emploie le candidat et soumis à autorisation de travail en vertu de l'article D. 8254-2 du code du travail ou, si le candidat est établi à l'étranger, de l'article D. 8254-3 du code du travail.

L'attributaire doit également fournir une liste nominative des travailleurs étrangers, précisant la nationalité, la date d'embauche, le type et le numéro de l'autorisation de travail.

## **2. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LA CONSULTATION**

### **2.1 Contenu et modifications du dossier de consultation des entreprises**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est composé des pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation (RC);
- l'acte d'engagement (AE) ;
- le bordereau des prix unitaires (annexe financière à l'acte d'engagement) (BPU) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le cadre de réponse du mémoire technique ;
- les informations complémentaires suivantes destinées à permettre la bonne compréhension, par les opérateurs, des prestations objet du marché public : *Le plan de continuité de l'activité du candidat*
- Les formulaires DC1, DC2 et DC4;
- L'annexe 1 au CCTP « Liste des contacts » ;
- Les annexes 2 à 10 au CCTP relatives aux protocoles de sécurité des différents sites
- L'attestation de visite facultative ;
- L'attestation sur l'honneur relative "aux sanctions russes".

L'EFS se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard dix (10) jours avant la date limite de remise des offres. Les candidats doivent répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir émettre aucune réclamation.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les candidats sont donc invités à s'identifier lors du retrait du dossier de consultation afin qu'ils puissent être informés des modifications apportées au dossier de consultation.

## 2.2. Renseignements complémentaires

Les demandes de renseignement complémentaire doivent être adressées par voie électronique, au plus tard 10 jours francs avant la date limite de remise des offres, sur la plateforme de dématérialisation PLACE à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> et à la rubrique correspondant à la consultation.

Le candidat devra joindre un fichier, à l'appui de sa demande, si celle-ci dépasse les 250 caractères, limite de l'espace de saisie de la plateforme.

Les réponses aux renseignements complémentaires seront communiquées par l'EFS, au plus tard 6 jours francs avant la date limite de remise des offres.

## 2.3 Visite facultative des sites avant la remise de l'offre

Préalablement à la remise de leur offre, en vue de leur permettre de déposer une offre en toute connaissance de cause, les candidats peuvent, s'ils le souhaitent, demander à effectuer une visite du site concerné par la présente procédure de consultation.

La visite, donnera lieu à l'établissement d'une attestation de visite. La copie de cette attestation pourra être jointe à l'offre.

La visite étant vivement conseillée, le candidat sera dans l'impossibilité de contester tout manquement à ses obligations compte tenu de l'obligation de résultat : le candidat ne pourra pas se prévaloir d'une méconnaissance des lieux ou des prestations à réaliser.

Pour ce faire, ils sont invités à contacter chaque correspondant de site dont le nom et coordonnées figurent dans l'annexe 1 du CCTP afin de convenir d'un rendez-vous.

Les questions posées par les candidats lors de la visite seront reportées sur le procès-verbal de visite. Les éléments de réponse seront transmis à tous les candidats par écrit via la plateforme de dématérialisation PLACE.

Les dates de visite sont fixées comme suit

- Pour le site de Lorient Scorff :
  - Le 21 octobre 2025 de 10h à 16h30
  - Le 22 octobre 2025 de 10h à 12h et de 14h à 16h30
  - Le 24 octobre 2025 de 10h à 10h30 et de 14h à 16h30
- Pour le site de Lorient Keryado :
  - Le 20 octobre 2025 de 14h à 17h
  - Le 23 octobre 2025 de 9h à 1h
  - Le 24 octobre 2025 de 9h à 12h et de 14h à 17h
- Pour le site de Quimper :
  - Le 28 octobre 2025 de 9h à 12h
  - Le 29 octobre 2025 de 9h à 12h
  - Le 30 octobre 2025 de 14h à 16h

- Pour le site de Saint Brieuc :
  - Le 22 octobre 2025 de 9h à 12h
  - Le 23 octobre 2025 de 9h à 12h
  - Le 24 octobre 2025 de 14h à 16h
- Pour le site de Vannes :
  - Le 28 octobre 2025 de 14h à 16h
  - Le 29 octobre 2025 de 14h à 16h
  - Le 30 octobre 2025 de 14h à 16h
- Pour le site de Rennes :
  - Le 21 octobre 2025 de 9h à 12h
  - Le 27 octobre 2025 de 14h à 16h
  - Le 28 octobre 2025 de 9h à 12h
- Pour le site de Brest Cavale
  - Le 20 octobre 2025 de 9h à 13h
  - Le 22 octobre 2025 de 9h à 13h
  - Le 24 octobre 2025 de 9h à 13h
- Pour le site de Brest Morvan
  - Le 21 octobre 2025 de 9h à 13h
  - Le 23 octobre 2025 de 9h à 13h
  - Le 30 octobre 2025 de 9h à 13h

### **3. INFORMATION ADMINISTRATIVES GENERALES**

#### **3.1 Modalités essentielles de financement et de paiement**

Le mode de règlement du marché choisi par l'EFS est le virement. Les offres seront établies en euros.

Le délai global de paiement est de 60 jours pour l'EFS conformément aux règles de la comptabilité publique et aux dispositions des articles R.2191-1 à R.2191-63 du Code de la commande publique.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue dans les pièces du marché, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

Le marché public est financé par les fonds propres de l'EFS.

### 3.2 Conditions de remise des plis dématérialisés

Conformément à l'article R.2132-7 du code de la commande publique, **les plis doivent obligatoirement être remis par voie dématérialisée**, à l'adresse suivante : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

#### 3.2.1 Configuration des postes et pré-requis techniques

La remise d'une réponse électronique nécessite une configuration spécifique du poste de travail. Les candidats sont invités à vérifier les pré-requis techniques en réalisant un « test de configuration du poste de travail » disponible sur la plateforme PLACE à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.DiagnosticPoste>

En cas d'utilisation d'un système anti spam, les candidats doivent désactiver ce système ou intégrer l'adresse « [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr) » dans les listes blanches de leur outil anti-spam.

#### 3.2.2 Signature électronique

**La signature électronique des documents n'est pas exigée au stade du dépôt de l'offre dans le cadre de cette consultation.**

Toutefois, les candidats qui souhaitent signer leur offre dès son dépôt, suivent les instructions ci-après.

La signature électronique doit alors être effectuée conformément aux conditions indiquées dans l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique (annexe 15 au code de la commande publique).

Le candidat utilise le dispositif de création de signature électronique de son choix.

Si le soumissionnaire n'utilise pas l'outil de signature de la **PLACE**, il fournira la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 (<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000026106275>).

**La signature électronique doit être apposée sur chaque document demandé pris individuellement et non sur l'enveloppe ou le dossier qui les contient.**

Dans le cas de candidatures groupées conformément à l'article R.2142-23 du code de la commande publique, le mandataire du groupement assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement. Si le mandataire du groupement n'est pas habilité à représenter l'ensemble des opérateurs économiques groupés, toutes les pièces doivent être signées par l'ensemble des membres du groupement.

#### 3.2.3 Précisions relatives aux documents électroniques remis

Les fichiers des candidats devront, sous peine d'irrecevabilité, être transmis dans des formats largement disponibles (.zip; Word, Excel, PowerPoint, Access (Pack Microsoft) PDF Acrobat ...). En outre, il n'est pas recommandé aux candidats d'utiliser des fichiers au format « .exe ».

Les candidats sont **invités à limiter le poids informatique des pièces transmises (150 Mo), et notamment les certificats de capacité ou le mémoire technique. Il est également fortement recommandé de :**

- Dissocier les fiches techniques du mémoire technique ;

- **Eviter des intitulés trop longs ;**
- **Démultiplier les dossiers et sous dossiers ;**

Les deux derniers points sont importants pour éviter tout « bug » informatique potentiel.

Afin de faciliter le traitement des offres électroniques dans les meilleures conditions, il est demandé aux candidats de se conformer, si possible, au nommage des fichiers de la façon suivante :

• **1 Fichier avec les pièces administratives**

- N° de la consultation \_CAND\_DC1
- N° de la consultation \_CAND\_DC2
- N° de la consultation \_CAND\_SITU\_JURI
- N° de la consultation \_CAND\_CAPA\_ECO\_FINAN
- N° de la consultation \_CAND\_CAPA\_TECH\_PRO
- N° de la consultation \_ATTEST\_FISC\_SOC\_ASS\_AUTRES

• **2 Fichier avec les pièces de l'offre (par lot)**

- N° de la consultation \_OFFRE\_AE
- N° de la consultation \_OFFRE\_BPU
- N° de la consultation \_OFFRE\_MEMO\_TECH
- N° de la consultation \_OFFRE\_FICH\_TECH
- N° de la consultation \_OFFRE\_ATTES\_VISITE
- N° de la consultation \_OFFRE\_AUTRES

#### 3.2.4 Assistance au dépôt électronique

Les candidats peuvent consulter la rubrique **Aide** à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le guide d'utilisation de la plateforme est disponible sur cet onglet.

En outre, en cas de question ou difficulté particulière rencontrée sur la plateforme, la création d'une demande d'assistance en ligne est un prérequis obligatoire pour contacter le support téléphonique. Un message de confirmation vous sera transmis alors avec la référence de la demande d'assistance, ainsi que le numéro de téléphone du support.

#### 3.2.5 Modalités de dépôt des plis

La transmission des plis par voie électronique se fait uniquement sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats sont invités à se préparer au dépôt des plis en réalisant au préalable une consultation de test sur la plateforme PLACE.

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&orgTest>

Ils doivent également anticiper leur dépôt dans la mesure où la date limite de remise des offres s'apprécie à la date de fin de transmission du dernier fichier.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

En cas d'envois successifs, seule sera retenue la dernière réponse déposée avant la date limite de remise des plis.

De ce fait, si le marché public est alloti, les lots doivent être déposés simultanément.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

### 3.2.6 Copie de sauvegarde

Les soumissionnaires peuvent, dans les délais impartis, adresser à l'EFS une copie de sauvegarde des documents de leur offre.

Dans ce cas, les soumissionnaires peuvent envoyer leur copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier dans les conditions suivantes :

- 1) Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde, ne pas ouvrir par le service courrier » ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.
- 2) La copie de sauvegarde doit être adressée, soit par courrier recommandé avec accusé de réception, soit avec remise contre récépissé à l'adresse du pouvoir adjudicateur mentionnée à l'article 1.1 du présent RC en indiquant le service concerné.

Depuis le 1er janvier 2023, les soumissionnaires ont également la possibilité d'envoyer la copie de sauvegarde par voie dématérialisée via PLACE ou tout outil répondant aux critères réglementaires des communications électroniques. L'outil utilisé doit dans tous les cas garantir l'intégrité des données ainsi que leur horodatage. L'outil doit également offrir une fonctionnalité de gestion des droits en fonction du stade d'avancement de la procédure, afin de ne permettre l'accès aux documents qu'aux personnes autorisées (arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique).

**NB : L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent nous préciser les conditions d'accès à cet outil de transmission de la copie de sauvegarde s'il diffère de PLACE.**

En tout état de cause, la copie de sauvegarde est ouverte uniquement dans les cas exposés à l'article 2 II de l'annexe 6 du code de la commande publique fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

### 3.3 Confidentialité du candidat

Les informations, mises à la disposition des candidats, par l'EFS, au cours de la consultation, quelles qu'en soient la nature et la forme, ont un caractère confidentiel. Les candidats s'engagent à ne pas les divulguer, à ne pas les communiquer à des tiers sans préjudice du droit au recours effectif des candidats et de la production en justice des dites informations, à ne pas les publier, ni à les rendre publiques de quelque manière que ce soit.

### **3.4 Confidentialité de l'EFS et respect du Règlement Général sur la Protection des données (RGPD)**

Le caractère confidentiel des informations transmises à l'EFS par les candidats à la présente consultation, quelles qu'en soient la nature et la forme, sera strictement préservé. Seules les personnes de l'EFS habilitées à les traiter dans le cadre de la procédure de marché public en cours en auront connaissance. L'EFS s'engage à n'utiliser les informations qu'en vue de l'analyse de la candidature et de l'offre soumises et s'engage à ne pas les divulguer, à ne pas les communiquer à des tiers, à l'exception de ses autorités de contrôle, à ne pas les publier, ni à les rendre publiques de quelque manière que ce soit, sauf pour satisfaire l'obligation d'information posée par les articles R.2181-1 et suivants qui s'exerce conformément aux modalités rappelées par l'article L.2132-1 du code de la commande publique.

Il est toutefois précisé que, en ce qui concerne le marché public qui sera signé, celui-ci et les pièces s'y rapportant deviendront des documents administratifs communicables sur le fondement du code des relations entre le public et l'administration, le droit de communication des tiers s'exerçant cependant dans le respect du secret des affaires conformément au code précité.

Les données à caractère personnel des candidats et des soumissionnaires font l'objet de traitements par l'EFS, en tant que responsable de traitement, et dont le siège se situe 20 avenue du Stade France, 93218 La Plaine Saint-Denis Cedex. Ces traitements sont destinés à permettre l'analyse des candidatures et des offres, ainsi que le contact des candidats pendant la passation du marché public.

Les données personnelles sont conservées pendant une durée maximale de dix ans à compter de la signature du marché public. Seules les personnes autorisées dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions ont accès aux données collectées.

Conformément aux lois et règlements en vigueur en matière de protection des données, et à condition de justifier de leur identité, les candidats et les soumissionnaires bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, ainsi que du droit à la portabilité de leurs données. Enfin, les candidats et les soumissionnaires disposent du droit d'introduire une réclamation auprès de Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL).

Ils peuvent exercer leurs droits auprès de l'EFS en s'adressant à [stde.marches.publics@efs.sante.fr](mailto:stde.marches.publics@efs.sante.fr)

L'EFS a désigné un délégué à la protection des données ou DPO - que les candidats et les soumissionnaires peuvent contacter en envoyant un message à l'adresse suivante : [efs.dpo@efs.sante.fr](mailto:efs.dpo@efs.sante.fr)

Si l'EFS est dans l'impossibilité de faire droit à leur demande, il motivera sa décision et les informera dans les meilleurs délais.